

LesEchos

Les Echos, no. 24681

France, vendredi 27 mars 2026 677 mots, p. 5

éducation

Les universités invitées à revoir leur gestion budgétaire

MARIE-CHRISTINE CORBIER

Les organisateurs des Assises sur le financement des universités invitent les présidents à adopter une gestion plus capitalistique des deniers publics.

« On a longtemps entendu que les universités étaient assises sur un tas d'or. Ce mythe-là, c'est fini », se félicitait Christophe Bonnet, de la CFDT, jeudi, en marge des Assises sur le financement des universités. L'inspecteur général des finances Jérôme Fournel a été clair : au côté de l'autre coprésident des Assises et ancien patron de la Conférence des présidents d'université, Gilles Roussel, il évoque les 3,8 milliards d'euros de fonds de roulement, régulièrement brandis par Bercy pour signaler qu'il y a de l'argent dans les universités.

Mais pour préciser d'emblée que « la part[de ces fonds de roulement] libre d'emploi est estimée à 5 %, soit 200 millions d'euros ». Une bonne nouvelle, saluent les présidents d'université qui n'ont cessé de répéter que leurs fonds de roulement étaient fléchés sur des projets et qu'ils ne pouvaient pas s'en servir pour autre chose.

Comptes financiers négatifs

A mi-parcours de ces Assises, dont les conclusions sont attendues mi-mai, Jérôme Fournel fait néanmoins passer un autre message. « On peut imaginer de mobiliser ces 200 millions au lieu d'en faire un coussin qui dort », assure-t-il, jugeant la culture des présidents d'université « trop prudente ». Il faut dire qu'on leur a « mis ceinture et bretelles » au moment de la loi sur l'autonomie. Il faut « faire confiance aux acteurs », plaide-t-il.

Il va plus loin : « Les présidents peuvent arrêter d'être en mode ultra-prudent et faire travailler y compris l'argent qui n'est pas libre d'emploi, pour des opérations avec des retours sur investissement rapides, confie-t-il aux 'Echos'. C'est un monde un peu plus capitalistique que celui qu'ils connaissent, c'est normal qu'ils aient des réticences. »

Et en attendant, « qu'est-ce qu'on fait ? » lance la présidente de l'université Montpellier-Paul Valéry, Anne Fraïsse. Il lui manque 7 millions d'euros et elle n'a que 3 millions de ressources issues des frais de scolarité, explique-t-elle.

Les données des comptes financiers 2025 « confirment la dégradation marquée de la trajectoire financière puisque plus de 50 % des universités ont voté ce mois-ci un compte financier négatif et que leur capacité d'autofinancement a globalement diminué de 60 % entre 2021 et 2025, insiste le président de France Universités, Lamri Adoui. La question n'est pas de savoir quelles universités seront bientôt en difficulté financière, mais quand. »

Des syndicats claquent la porte

A un an de l'élection présidentielle, Jérôme Fournel souligne que 5 milliards d'euros ont été versés depuis 2018. Parallèlement, les charges ont augmenté, insistent les présidents d'université. « Et les 5 milliards qui ont amené des missions nouvelles ont épuisé les personnels sans déboucher sur des recettes conséquentes », analyse Christophe Bonnet, tandis que d'autres syndicats, parmi lesquels la FSU, la CGT et l'Unef, claquent la porte des Assises.

En cette période de disette budgétaire, le discours du Premier ministre Sébastien Lecornu qui, sous la pression du PS, en décembre, avait listé la jeunesse parmi les cinq priorités du projet de loi de Finances, ne se traduira pas en espèces sonnantes et trébuchantes. La situation des universités risque de s'aggraver avec la hausse des prix de l'énergie liée à la situation au Moyen-Orient.

En l'absence de re-financement, le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, en est réduit à de la câlinothérapie. « J'ai parfaitement conscience du fait que vous vous battez au quotidien en dépit de ces tensions », lance-t-il.

Il promet d'aborder tous les sujets « *sans tabou* », mais n'évoque pas la question des droits de scolarité. Les syndicats étudiants lui ont fait savoir que c'était une ligne rouge. En cette période de frémissement d'une mobilisation étudiante, le gouvernement ne veut pas jeter de l'huile sur le feu. « *On arrive aux vacances de printemps, cela m'étonnerait qu'un mouvement s'enclenche*, confie un recteur. *Mais ce sera à surveiller de près à la rentrée.* »

Beaucoup d'acteurs renvoient la question des droits de scolarité à la présidentielle. Sur un total de 20 milliards d'euros de ressources universités, cela ne représente que 500 millions, relativise Jérôme Fournel. Mais la question fera bien l'objet d'un webinaire, mi-avril.

Marie-Christine Corbier

© 2026 Les Echos. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260327-EC-01801821078548